Déclaration de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, sur la pression exercée sur le régime syrien pour obtenir l'application du plan Annan de cessez-le-feu et le déploiement d'observateurs internationaux en Syrie, Paris le 19 avril 2012.

2012-04-19

Monsieur le Premier Ministre,

Madame la Secrétaire d’État,

Messieurs les Ministres des Affaires étrangères,

Madame la Haute Représentante,

Messieurs les Ambassadeurs,

Monsieur le Président du Conseil national syrien,

Chers Amis,

Si j’ai proposé de nous réunir ici ce soir, c’est parce que nous nous trouvons à un moment crucial de la crise syrienne. Un moment qui exige des amis du peuple syrien un engagement déterminé.

Après treize mois d’une répression aveugle et sanglante qui a fait plus de onze mille morts et qui déstabilise la région tout entière, le Conseil de sécurité s’est enfin entendu, samedi dernier, sur une résolution - la résolution 2042 - qui appuie la mission de Kofi Annan et demande le déploiement de bérets bleus en Syrie. Elle doit être intégralement appliquée, toute marche arrière serait catastrophique.

Le plan Annan c’est la chance de la paix, une chance à ne pas manquer.

L’opposition a rempli ses obligations au titre du plan Annan, qu’elle avait salué par la voix du CNS. Les groupes présents sur le terrain, dont la coordination est pourtant rendue très difficile par la répression, ont respecté le cessez-le-feu malgré les provocations du régime

syrien. Je tiens à saluer le président du Conseil national syrien qui, malgré les difficultés sur le terrain, a adopté une attitude responsable de plein soutien au plan Annan.

Comme le Secrétaire général des Nations unies l'a relevé dans sa lettre au Conseil de sécurité hier, comme l'a souligné ce matin même M. Guehenno, l'adjoint de M. Annan, devant le Conseil de sécurité, on ne peut pas en dire autant du régime syrien. Il poursuit sans vergogne la répression qui a encore fait des dizaines de morts depuis la date prévue pour l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Neuf jours après la date-butoir fixée par Kofi Annan, les mesures d'application immédiate n'ont même pas été mises en œuvre : l'armée syrienne n'a effectué que des retraits en trompe-l'œil, et les tirs à l'arme lourde continuent. Les réfugiés affluent aux frontières par milliers et les prisons sont pleins de milliers d'innocents.

Comment réunir les conditions de l'exécution par Bachar al-Assad de ses obligations internationales ? Je vous propose que notre réunion adresse à la Syrie, au peuple syrien et aux Nations unies un message très fort.

1) Nous intensifierons notre pression, notamment par le biais des sanctions : c'est le sens de la réunion internationale que j'ai ouverte avant-hier à Paris et à laquelle cinquante-sept États et organisations, dont les vôtres, étaient représentés. Cette réunion a abouti à des conclusions positives sur la nécessité de mettre en œuvre les sanctions décidées et la volonté d'accroître les échanges opérationnels en vue d'une meilleure efficacité de ces sanctions.

2) Nous encouragerons le Conseil de sécurité à déployer, dès que possible, une mission d'observateurs robuste et crédible : plusieurs centaines d'hommes qui doivent avoir les moyens terrestres et aériens de juger clairement de l'effectivité de la mise en œuvre du plan Annan. Le Secrétaire général des Nations unies comme son Envoyé spécial soulignent à raison que la liberté de mouvement de cette mission ne doit souffrir d'aucune entrave. Il est capital que les «bérets bleus» disposent de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

3) Nous engagerons des démarches auprès de tous les États qui ne l'ont pas déjà fait pour qu'ils interrompent tout soutien au régime syrien, notamment en matière d'armement car ils sapent le plan Annan en encourageant Bachar al-Assad à intensifier la répression.

4) Nous réitérons notre soutien à l'opposition, celle qui veut une Syrie libre et démocratique, respectueuse des minorités : la France soutient les efforts du Conseil national syrien, qui s'efforce de se réformer et de créer les fondements d'une unification de toutes les sensibilités de l'opposition.

5) Nous appelons solennellement tous les États, en particulier les membres du Conseil de sécurité, à exiger du régime syrien la mise en œuvre immédiate et intégrale du plan Annan.

Celui-ci ne se limite pas à un cessez-le-feu, mais constitue un plan global dont tous les éléments sont indissociables et qui doit aboutir à la mise en place d'une transition politique au terme de laquelle le peuple syrien pourra choisir librement son destin. Je tiens à rappeler que ce plan comprend également la libération des prisonniers et le respect de la liberté de manifester, toujours autant bafouée par le régime syrien, ainsi que l'accès humanitaire. La France a mis en place dans ce domaine un fonds de deux millions d'euros, dont une partie importante a déjà été déboursée. Nous continuerons à fournir une aide concrète aux millions de Syriens qui subissent les conséquences dramatiques de la politique aveugle du régime syrien.

6) Pour conclure : Nous ne pouvons pas attendre : le temps est compté. Il faut que les observateurs soient vite déployés et puissent agir sans entrave. Si ce n'était pas le cas nous devrions examiner quelles autres options s'ouvrent au Conseil de sécurité et à la communauté internationale.

Mesdames, Messieurs, Chers Amis,

Le plan Annan, c'est l'assurance de la paix et de la liberté. Son échec, c'est le chemin vers la guerre civile, voire régionale. Sachons assumer notre responsabilité. Unissons nos efforts, ceux de la Ligue arabe, vers le groupe des amis, ceux du Conseil de sécurité dont la crédibilité est en jeu.

Je salue votre implication dans la résolution de la crise syrienne, qui s'est manifestée dans les enceintes internationales ainsi que lors des Conférences de Tunis et d'Istanbul, et se traduit une fois de plus aujourd'hui par votre présence à Paris.

Au nom du président de la République et de la France, je vous remercie d'être venus ici à Paris, pour travailler à la libération du peuple syrien.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 20 avril 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/184943-alain-juppe-19042012-syrie-pln-annan-observateurs-internationaux